



**PRÉFET  
DU GARD**

*Liberté  
Egalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-Départementale Gard-Lozère  
89 rue Weber  
CS 52002  
30907 NÎMES cedex 2

NÎMES, le 06/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ANDRE TP**

Le Mas Neuf Ouest  
30140 Tornac

Référence : 2024-07-307  
Code AIOT : 0006600788

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement ANDRE TP implanté au lieu-dit Le Mas Neuf Ouest 30140 Tornac. L'inspection a été annoncée le 27/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ANDRE TP
- Le Mas Neuf Ouest 30140 Tornac
- Code AIOT : 0006600788
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert. Des installations de traitement et une station de transit de matériaux inertes externes exclusivement en provenance des chantiers de terrassement de la SARL ANDRE TP et à des fins de réaménagement du site, sont également présentes in situ.

La SARL ANDRE TP fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, suspendant provisoirement le paiement de ses dettes depuis l'ouverture de la procédure.

**Contexte de l'inspection :** Suite à mise en demeure

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le sous-Préfet d'Alès ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le sous-Préfet d'Alès, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractérisation des matériaux inertes et externes admis	AP de Mise en Demeure du 10/07/2023, article 1	Sans objet
2	Contrôle des niveaux sonores	AP de Mise en Demeure du 10/07/2023, article 2	Sans objet
3	Plan	AP de Mise en Demeure du 10/07/2023, article 3	Sans objet
4	Plan de gestion des déchets d'extraction	AP de Mise en Demeure du 10/07/2023, article 4	Sans objet
5	Registre d'admission des déchets inertes	AP de Mise en Demeure du 10/07/2023, article 5	Sans objet
6	Traçabilité des terres externes entrantes autorisées	AP de Mise en Demeure du 10/07/2023, article 6	Sans objet
7	Traçabilité des terres externes entrantes autorisées	AP de Mise en Demeure du 10/07/2023, article 6	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure n° 2023-23 du 10/07/2023 ayant été vérifiées dorénavant respectées, il est proposé à Monsieur le sous-Préfet d'Alès de lever ladite mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Caractérisation des matériaux inertes et externes admis

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractérisation des matériaux inertes et externes admis
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La SARL ANDRE TP est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées au lieu-dit Le Mas Neuf Ouest sur le territoire de la commune de TORNAC, aux dispositions de l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2018-06 du 30 mars 2018, sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p><u>Article 1.5 AP n° 2018-06 du 30 mars 2018</u> .../...</p> <p><i>Les matériaux inertes externes accueillis sur le site proviendront exclusivement des chantiers de terrassement de la SARL ANDRE TP. Il relève exclusivement des codes déchets suivants :</i></p> <p><b>CODE DECHETS DESCRIPTION</b></p> <p><i>17 05 04 Terre et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses, à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés</i></p> <p><i>20 02 02 Terre et pierres provenant uniquement de jardins et de parcs à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe</i></p> <p><i>Les déchets inertes ne relevant pas des codes déchets susvisés, les déchets non inertes, les déchets dangereux, les déchets industriels spéciaux et/ou les déchets toxiques en quantité dispersée ne sont pas admis sur le site. Toutefois, s'ils sont découverts de manière fortuite après la procédure d'admission des entrants, ils seront triés et dirigés vers des filières de traitement agréées.</i></p> <p><i>L'utilisation des déchets inertes susvisés est uniquement réservée au réaménagement du site ainsi que le précise l'article 4 de la convention en date du 22 juillet 2016 susvisée.</i></p> <p><i>Il n'y a pas de déchargement direct des entreprises extérieures sur le site.</i></p> <p><i>Le double fret sera utilisé au maximum.</i></p> <p>La SARL ANDRE TP doit transmettre, à l'inspection des installations classées, les justificatifs inhérents à l'évacuation dans les filières agréées des matériaux inertes externes non autorisés constatés in situ, sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a vérifié sur site et/ou au bureau pour les aspects administratifs :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'absence de stockage de déchets et/ou produits non autorisés au sein de la carrière ;</li><li>• l'évacuation des Glissières en Béton Armé (GBA) et des buses béton, constatées in situ lors de la précédente inspection réalisée le 28/04/2023 ; elles ont été rapatriées sur le parc dédié aux activités TP de la société sis Z.A. de Labahou à ANDUZE ;</li><li>• l'évacuation des déchets de béton cellulaire, constatés in situ lors des 2 précédentes inspections réalisées les 13/02/2020 puis 28/04/2023 ;</li><li>• aucun déchet inerte externe, type démolition, en provenance de chantiers de terrassement de la SARL ANDRE TP accueilli in situ ; en effet, de tels déchets sont dorénavant directement évacués au centre de recyclage, soumis à enregistrement, exploité par GC CONSEIL sis au lieu-dit Langlas à ANDUZE (parcelle cadastrée AK 235) (AIOT 0018100106) ;</li><li>• seules des terres excavées inertes externes, codifiées 17 05 04 ou 20 02 02, en provenance de chantiers de terrassement de la SARL ANDRE TP sont accueillies in situ, en vue du remblayage final de la carrière ;</li><li>• aucun autre déchet inerte, aucun déchet non inerte, ni déchet dangereux et/ou industriels ne sont admis in situ.</li></ul> <p>Concernant les déchets de béton cellulaire, constatés stockés antérieurement au sein de la carrière, ils ont intégralement été évacués au centre dûment autorisé, CÉVENNES DÉCHETS sis à ALES, les coûts inhérents au transport et à leur élimination a été intégralement facturé au</p>

producteur initial desdits déchets, NCH FRANCE sis à St-HILAIRE-DE-BRETHMAS. Les BSD en dernier lieu complétés par CÉVENNES DÉCHETS ont tous été mis à la disposition de l'inspection : bons datés des 11/05/2023 5,8 tonnes, 31/05/2023 37,78 tonnes, 9/06/2023 42,12 tonnes, 12/06/2023 45,78 tonnes, 19/06/2023 65,28 tonnes, 21/06/2023 38,26 tonnes, 30/06/2023 11,74 tonnes, 03/07/2023 55,18 tonnes et 05/07/2023 61,56 tonnes.

**Ces prescriptions de l'article 1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2018-06 du 30/03/2018 étant considérées respectées, il est proposé à Monsieur le sous-Préfet d'Alès de lever l'article 1 de la mise en demeure n° 2023-23 du 10/07/2023.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

**N° 2 : Contrôle des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/07/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  La SARL ANDRE TP est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées au lieu-dit Le Mas Neuf Ouest sur le territoire de la commune de TORNAC, aux dispositions de l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2018-06 du 30 mars 2018, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :  <u>Article 6.3 AP n° 2018-06 du 30 mars 2018</u> <i>Un contrôle des niveaux sonores est effectué pour mesurer l'impact acoustique de la carrière chez les riverains aux différentes phases de l'activité. En cas de dépassement des seuils de niveaux sonores, des dispositions devront être prises par l'exploitant pour respecter la réglementation. Ces mesures sont réalisées, au minimum, une fois tous les trois ans selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 aux points figurant sur le plan en annexe III.</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection le rapport de contrôle des niveaux sonores réalisé le 21/11/2023 établi par le BE AGEOX (13).  Ce rapport établit que les valeurs des 4 points de contrôle en limite de propriété ainsi que l'émergence sont conformes aux valeurs réglementaires.  <b>Cette prescription de l'article 6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2018-06 du 30/03/2018 étant considérée respectée, il est proposé à Monsieur le sous-Préfet d'Alès de lever l'article 2 de la mise en demeure n° 2023-23 du 10/07/2023.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 3 : Plan

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/07/2023, article 3

**Thème(s) :** Situation administrative, Plan

**Prescription contrôlée :**

La SARL ANDRE TP est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées au lieu-dit Le Mas Neuf Ouest sur le territoire de la commune de TORNAC, aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 15 AM du 22 septembre 1994 modifié

*Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.*

*Sur ce plan sont reportés :*

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;*
- les bords de la fouille ;*
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;*
- les zones remises en état ;*
- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.*

*Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.*

**Constats :**

L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection un "plan de carrière à ciel ouvert" actualisé le 01/06/2024 réalisé en interne par son BE ANDRE TP (30).

L'ensemble des informations réglementaires y sont reportées.

L'inspection a pu vérifier sur ce plan topographique le respect de la côte de fond de la carrière (290,14 m NGF au point le plus bas).

**Cette prescription de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières, étant considérées respectée, il est proposé à Monsieur le sous-Préfet d'Alès de lever l'article 3 de la mise en demeure n° 2023-23 du 10/07/2023.**

**Type de suites proposées :** Sans suite



#### N° 4 : Plan de gestion des déchets d'extraction

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/07/2023, article 4

**Thème(s) :** Situation administrative, Plan de gestion des déchets d'extraction

**Prescription contrôlée :**

La SARL ANDRE TP est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées au lieu-dit Le Mas Neuf Ouest sur le territoire de la commune de TORNAC, aux dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières, sous un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 16 bis AM du 22 septembre 1994 modifié

*L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.*

*Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :*

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;*
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;*
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;*
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;*
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;*
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;*
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;*
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;*
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;*
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.*

*Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au .*

**Constats :**

L'inspection a pris connaissance du plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière, réalisé par AGEOX (13) et daté du 2/10/2023. Ce plan comprend les quantités et les caractéristiques des matériaux stockés (matériaux de découverte / terre végétale codifié 01 01 02), ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les fronts actuellement talutés avec ces matériaux de découverte (environ 3 000 m<sup>3</sup>).

L'inspection rappelle à l'exploitant que ce plan doit être transmis au sous-Préfet d'Alès (copie ICPE).

**Cette prescription de l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières, étant considérées respectée, il est proposé à Monsieur le sous-Préfet d'Alès de lever l'article 4 de la mise en demeure n° 2023-23 du 10/07/2023.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

N° 5 : Registre d'admission des déchets inertes

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/07/2023, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre d'admission des déchets inertes

**Prescription contrôlée :**

La SARL ANDRE TP est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées au lieu-dit Le Mas Neuf Ouest sur le territoire de la commune de TORNAC, aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 de la nomenclature des installations classées, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

Article 9 AM du 12 décembre 2014

*L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :*

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

*Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.*

**Constats :**

L'inspection a vérifié la tenue d'un registre d'admission, mis à sa disposition, sur lequel sont notamment mentionnés les informations réglementaires :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel effectué par l'agent affecté au chargeur lors du déchargement des déchets ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Toutefois, les registres 2023 et 2024 ne mentionnent aucune admission de déchets in situ ; en effet, comme déjà mentionné au point de contrôle n°1, les déchets inertes externes, type démolition, en provenance de chantiers de terrassement de la SARL ANDRE TP ne sont pas accueillis in situ mais évacués au centre de recyclage, soumis à enregistrement, exploité par GC CONSEIL sis au lieu-dit Langlas à ANDUZE. Seules des terres excavées inertes externes, codifiées 17 05 04 ou 20 02 02, en provenance de chantiers de terrassement de la SARL ANDRE TP sont accueillies in situ, en vue du remblayage final de la carrière, mais aucune admission de terre et cailloux n'a été réalisée en 2023, ni en 2024.

**Cette prescription de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 de la nomenclature des installations classées, étant considérée respectée, il est proposé à Monsieur le sous-Préfet d'Alès de lever l'article 5 de la mise en demeure n° 2023-23 du 10/07/2023.**

**Type de suites proposées :** Sans suite



**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 10/07/2023, article 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traçabilité personnes effectuant un transit, regroupement ou traitement

**Prescription contrôlée :**

La SARL ANDRE TP est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées au lieu-dit Le Mas Neuf Ouest sur le territoire de la commune de TORNAC, aux dispositions des articles 6 et 8 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :

**Article 6 AM du 31 mai 2021**

*Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.*

*Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :*

*a) Concernant la date d'entrée dans l'installation : - la date de réception ;*

*b) Concernant la dénomination, nature et quantité :*

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;*
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;*
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;*
- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;*
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;*
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;*
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m<sup>3</sup> ;*

*c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :*

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;*
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;*
- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;*
- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;*
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;*
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;*
- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;*

*d) Concernant l'opération de traitement :*

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le*

code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;

- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### Constats :

L'exploitant, **en sa qualité de personne effectuant un transit, un regroupement de terres excavées, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage**, a mis à la disposition de l'inspection son registre numérique des terres entrantes destinées au remblayage de la carrière.

Comme déjà mentionné au point de contrôle n° 5, dans la mesure où il n'y a eu aucun apport en 2023, ni en 2024, ce registre est vierge mais comporte néanmoins l'ensemble des informations réglementaires requises, à l'exception de la ou des parcelle(s) cadastrale(s) du lieu de production des terres excavées qui n'est / ne sont pas précisée(s).

Lors de l'inspection, l'exploitant a complété en conséquence son registre numérique et cette information figure dorénavant dans son registre numérique chronologique.

Concernant l'origine et la gestion des terres excavées, l'ensemble des informations réglementaires existent mais ne sont pas compilées via le registre dédié ; en effet, grâce à une référence "chantier de provenance", il est possible d'obtenir la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet mais celles-ci ne sont pas consignées directement dans le registre. Ces informations devront être téléversées au moment de l'export des données dans l'application RNDTS (Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments).

L'inspection rappelle à l'exploitant que les futurs apports devront être consignés dans leur registre avant téléversement / export de l'ensemble de ces données réglementaires dans l'application RNDTS.

Le registre chronologique avec l'ensemble des données réglementaires étant opérationnel, cette prescription de **l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021** fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, étant considérées respectée, **il est proposé à Monsieur le sous-Préfet d'Alès de lever l'article 6 de la mise en demeure n° 2023-23 du 10/07/2023.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 10/07/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité transporteurs ou collecteurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SARL ANDRE TP est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées au lieu-dit Le Mas Neuf Ouest sur le territoire de la commune de TORNAC, aux dispositions des articles 6 et 8 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p><b><u>Article 8 AM du 31 mai 2021</u></b></p> <p>Les transporteurs et les collecteurs de terres excavées et sédiments tiennent à jour un registre chronologique des terres excavées et sédiments transportés ou collectés.</p> <p>Ce registre contient au moins, pour chaque lot de déchets transportés ou collectés, les informations suivantes :</p> <p>a) <u>Concernant la date d'enlèvement et de déchargement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date d'enlèvement des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- la date de déchargement des terres excavées et sédiments ;</li> </ul> <p>b) <u>Concernant la dénomination, nature et quantité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle des terres excavées ou sédiments ;</li> <li>- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;</li> <li>- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;</li> <li>- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> </ul> <p>c) <u>Concernant le transport des terres excavées et sédiments :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant les terres excavées et sédiments ;</li> <li>- dans le cas de déchets dangereux, selon le cas, le code transport lié aux réglementations internationales relatives au transport international des marchandises dangereuses par route, au transport international ferroviaire des marchandises dangereuses, au transport de matières dangereuses sur le Rhin, ou au transport maritime de marchandises dangereuses ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> </ul> <p>d) <u>Concernant l'origine et la gestion des terres excavées et sédiments :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;</li> <li>- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;</li> <li>- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne remettant les terres excavées et sédiments au transporteur ou au collecteur ;</li> <li>- l'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse du producteur ou de la</li> </ul>

personne les remettant ;

- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne vers laquelle les terres excavées et sédiments sont expédiés.

#### Constats :

L'exploitant, **en sa qualité de transporteur** de terres excavées, a mis à la disposition de l'inspection son registre numérique des terres entrantes destinées au remblayage de la carrière.

Comme déjà mentionné au point de contrôle n° 5, dans la mesure où il n'y a eu aucun apport en 2023, ni en 2024, ce registre est vierge mais comporte néanmoins l'ensemble des informations réglementaires requises, à l'exception de la ou des parcelle(s) cadastrale(s) du lieu de production des terres excavées qui n'est / ne sont pas précisée(s).

Lors de l'inspection, l'exploitant a complété en conséquence son registre numérique et cette information figure dorénavant dans son registre numérique chronologique.

Concernant l'origine et la gestion des terres excavées, l'ensemble des informations réglementaires existent mais ne sont pas compilées via le registre dédié ; en effet, grâce à une référence "chantier de provenance", il est possible d'obtenir la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet mais celles-ci ne sont pas consignées directement dans le registre. Ces informations devront être téléversées au moment de l'export des données dans l'application RNDTS (Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments).

L'inspection rappelle à l'exploitant que les futurs apports devront être consignés dans leur registre avant télé versement / export de l'ensemble de ces données réglementaires dans l'application RNDTS.

Le registre chronologique avec l'ensemble des données réglementaires étant opérationnel, cette prescription de **l'article 8 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021** fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, étant considérées respectée, **il est proposé à Monsieur le sous-Préfet d'Alès de lever l'article 6 de la mise en demeure n° 2023-23 du 10/07/2023.**

**Type de suites proposées :** Sans suite